

Service Pénitentiaire

Prison de

Ruhengeri
Kigali

5812

~~RE 12942~~

Nom :

KIZIYA MURARA

Origine :

Busoga

Chefferie :

Ruhengeri

Territoire :

Ruhengeri

Profession :

écolier

N° du R.E. :

5561

seque

5812

Formule dactyloscopique :

Arrêté le :

14-1-52

Condamné le :

1/4 de peine :

Sorti le :

17-52

Transféré le :

25-1-52 à Kigali

Rapatrié le :

Expulsé le :

Décédé le :

LE GARDIEN,

Ruhengeri



9712

RESIDENCE DE R. UGANDA
Territoire de KIGALI

AVIS DE TRANSFERT

Nous soussigné YASINZU, Ignace, Gardien de Prison

à Kigali

mandons M. le Gardien de la Prison de Buhengeri

de vouloir bien incarcérer le/les nommé/s : KANYAMUKANA, transmis, par lettre n° 2760/R.M.P.232
du 5.8.52, pour compétence et disposition au Juge de Police de Buhengeri,

prévenu/s de : Rocel

infraction prévue par l'art. 101 du C.P.I. 2

mis en détention préventive depuis le 14.1.52

suivant pièce dont copie ci-jointe : p.V.A. + M.A., Ord.D.Préventive et Ord.Confirm.

prière de nous renvoyer un exemplaire
signé pour réception.-

Kigali, le 6 Août 1952.

Le Gardien de Prison,

Escorte : _____

Témoins : YASINZU, Vénuste, Cis

Billet d'élargissement.

Le nommé KANYAMURARA
fils de Mushakasi, et de Ntamabazi
Chefferie Amankori, sous-chefferie Gasavira
colline Busogo, race mushakasi
territoire de Ruhengeri
condamné par le Tribunal de Police de Ruhengeri
en date du 14/1/52
a été élargi après avoir subi sa peine de servitude pénale de 2 mois
de servitude pénale subsidiaire de -
a (ou le) contrainte - par corps de -
Ruhengeri, le 8/5/ 1952

Le Gardien de Prison,

P. C. Kuzo



ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

suppléant
Le Juge du Tribunal de { Résidence de u. Ruanda, résident à Kigali
~~Police de~~

Vu les pièces de l'instruction à charge de KANYAMURARA, munyarwanda, préqualifié,
détenu à la prison de Kigali
prévenu de Recel, article 101 C. P.L.11.

Vu l'ordonnance en date du 4 février 1952
autorisant la mise en détention préventive ;
Où le Ministère Public en ses réquisitions ;
Entendu l'inculpé et son défenseur M. agréée par
nous, (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent;(3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 17 juin 1952 ;

~~et vu l'article 38 du présent décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté
provisoire aux conditions précédemment imposées (4)~~

Fait à Kigali le 17 juillet 1952

suppléant
Le Juge du Tribunal de { Résidence de u. Ruanda, résident à Kigali
~~Police de~~

PREUD'HOMME.

- (1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.
- (2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;
- (3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.
- (4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS: L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.



ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

suppléant
Le Juge du Tribunal de

Résidence de **u Ruanda, résidant à Kigali**

~~Police de Kigali~~

Vu les pièces de l'instruction à charge de **KANYAMURARA, munyarwanda, préqualifié**
détenu à la prison de Kigali

prévenu de **Vol qualifié article 79 et 81 C.P.D.I.**

RECCEC (art 101 C.P.D.I.)

Vu l'ordonnance en date du **4 février 1952**

autorisant la mise en détention préventive ;

Où le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé et son défenseur M..... agréée par
nous, (2).....

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du **18 mai 1952** ;

~~et vu l'article 38 du décret du 11 juillet 1923, nous constatons que Kanyamurara, sur sa demande, laisse en liberté~~
~~l'inculpé aux conditions précédemment posées (4)~~

Fait à **Kigali** le **17 juin 1952**

suppléant
Le Juge du Tribunal de

Résidence de **u Ruanda, résidant à Kigali**

~~Police de Kigali~~

PREUD'HOMME.

(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS : L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.



ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

supplément
Le Juge du Tribunal de

Résidence de Rwanda, résident à Kigali

Police de (1)

Vu les pièces de l'instruction à charge de KANYAMURARA, rwandais, préqualifié
détenu à la prison de Kigali

prévenu de Vol (art. 79 et 81 C.P.I.)

R.C.C.C. (art. 101 C.P.I.)

Vu l'ordonnance en date du 4 février 1952

autorisant la mise en détention préventive ;

Où le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé et son défenseur M. agréé par

nous, (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 18 avril 1952 ;

et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à Kigali le 18 mai 1952

Le Juge du Tribunal de

Résidence de Rwanda, résident à Kigali

Police de

PREUD'HOMME

(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS : L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.



ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

supléant
Le Juge du Tribunal de

Résidence de u Ruanda, résident à Kigali

~~Police de (u)~~

Vu les pièces de l'instruction à charge de KANYAMURARA, munyarwanda; préqualifié,
détenu à la prison de Kigali
prévenu de Recel (art. 101 C.P.L. 11)

Vu l'ordonnance en date du 4 février 1952
autorisant la mise en détention préventive;

Où le Ministère Public en ses réquisitions;

Entendu l'inculpé et son défenseur M. agréé par
nous. (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent;(3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 19 mars 1952 ;
et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté
provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à Kigali le 18 avril 1952

Le Juge du Tribunal de

Résidence de u Ruanda; résident à Kigali

~~Police de (u)~~

PREU^H HOMME

- (1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.
- (2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;
- (3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.
- (4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS: L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.



ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Le Juge du Tribunal de

Résidence de

Police de (1)

Vu les pièces de l'instruction à charge de

prévenu de

Vu l'ordonnance en date du
autorisant la mise en détention préventive ;

Où le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé et son défenseur M. agréée par
nous, (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du ;
et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté
provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à

le

Le Juge du Tribunal de

Résidence de

Police de

(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS : L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.

ORDONNANCE DE MISE EN DÉTENTION

L'an mil neuf cent cinquante deux le quatrième jour du
mois de février 1952 supléant Kigali
Par devant Nous D. VAUTHIER Juge de Tribunal de Résidence de Ruanda, résidant à
Juge de Tribunal de Police de ~~XXXXXX~~ a comparu le nommé KANYAMURABA, munyarwanda
préqualifié, détenu à la prison de Kigali.

L'Officier du Ministère Public près le Tribunal de Résidence de Ruanda, à Kigali

a exposé qu'une instruction du chef de vol qualifié (art. 79 et 81
C.P.L. 11) Reul cas 101 C.P.L. 11

était ouverte à charge du comparant, qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité que le fait paraît
constituer une infraction à l'égard de laquelle la loi commine une peine de S.P. de PLUS DE SIX MOIS DE S.P.
que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement
réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et des nécessités de l'instruction.

Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé.

Le comparant expose.

L'an mil neuf cent cinquante deux, le quatrième jour du
mois de février 1952 supléant
Nous D. VAUTHIER Juge du Tribunal de Résidence de Ruanda, Kigali
Juge de Police

Attendu que le nommé KANYAMURABA
est prévenu de vol qualifié (art. 79 et 81 C.P.L. 11)
et fait l'objet d'une instruction judiciaire au Parquet de KIGALI

Attendu que l'infraction est punissable de plus de six mois de S.P.
qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité

Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement
réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction.

Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.

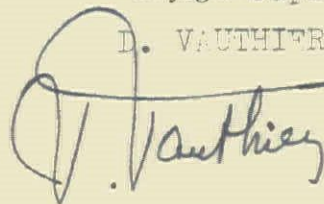
Vu les articles 33 et 34 du code de procédure pénale.

Ordonnons que le nommé KANYAMURABA
soit conduit et détenu à la prison de Kigali

Notifié au prévenu le 195...

Le Juge.-supléant

D. VAUTHIER



Résidence du Muanda
Territoire de Ruhengeri.-

Prison de Ruhengeri.

EXTRAIT DU CANTIER DES BIENS DE S DETENUS

Remis au nommé. *ITANVIA MURARA.*
les effets personnels suivants, déposés à la prison de Ruhengeri
Pagnes: _____
Chemises: 1 Capitulans: 1
Veston: _____
vaseuses: _____
Argent: _____

Ruhengeri, le *25-7-1952.*
Le Gardien de Prison,

Signalement :

Taille.....

Cheveux.....

Sourcils.....

Yeux.....

Front.....

Nez.....

Bouche.....

Menton.....

Barbe.....

Figure.....

Signes particuliers :

MANDAT D'ARRET

(Décret du 11 juillet 1923).

PRO JUSTITIA

(Tribunal

Nous, Officier du Ministère public près le de

(Conseil de guerre

Résidence du Ruanda, à Kigali

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de

KANYAMURARA, munyarwanda, muhutu, fils de Mushatsi (ev) et de Ntambabazi (déc) originaire de la colline Busogo, chefferie Rwankeri, territoire de Ruhengeri et y résidant, ~~ancien~~ veilleur près d'un magasin d'un indigène nommé: Mporanzi.

prévenu de recel

infraction prévue par l'art. 111 C.F. art. 11

Attendu que (1) le prévenu est en aveux (ou) il existe des indices sérieux de culpabilité, et qu'il est passible d'une peine de plus de six mois de S. P. P.

Vu l'article 32 du décret du 11 juillet 1923 :

Mandons et ordonnons que le susdit KANYAMURARAsoit arrêté et conduit à la maison centrale d' KIGALI

Requérons tous agents de la Force Publique auxquels le présent mandat sera exhibé de prêter main-forte pour son exécution, à l'effet de quoi nous avons signé le présent mandat.

Fait à KIGALI, le 30 janvier 1952

L'Officier du Ministère Public.

CH. SACRE

(1) Indiquer les circonstances et indices graves qui justifient le mandat d'arrêt.

(2) Indiquer le lieu de détention.

5275. — Pour obtenir ce modèle rappelez le n° V. 33

RESIDENCE DU RUANDA
TERRITOIRE DE RUHNGERI
PRISON DE RUHNGERI

AVIS DE TRANSFERT

Nous soussigné: *D. NIVEJANS* à Ruhengeri
mandons le gardien de prison de... *Kizosi*.....
de vouloir bien incarcérer le nommé: *KARIMURABA*
fils de... *Bashabana*... et de... *Namubazi* (en vice)
colline de... *Buzoga*... sous-chef... *Gasasa*.....
chef... *Bushabandi*. Territoire de... *Ruhengeri*.....
.....

Prévenu d'avoir.....
..... *Rueh*.....
.....

INFRACTION prévue par.....

Mis en détention préventive depuis le *14-1-52*.....

Suivant... *Le P. H. d'arrêt du 14-1-52*... *L. O. P. J. NIVEJANS*

Escorté: *Inbonahuzo*
Rumunera

Témoins: *Ruma Ankumba*

Ruhengeri, le *15-1-1952*..-

LE GARDIEN DE PRISON,

D. NIVEJANS,

[Signature]

PRO-JUSTITIA.

PROCÈS-VERBAL D'ARRESTATION.

L'an mil neuf cent cinquante deux, le quatorzième
jour du mois de Janvier
Nous, MEVEJANS. Daniel Officier de Police Judiciaire
en Territoire de Ruhengeri, Officier de Police Judiciaire à compétence
Générale
Avons, en vertu de l'article 6 du Code de Procédure Pénale,
saisi le nommé KANYAMURABA, fils de Gushatai (+)
et de Ntambabazi (en vie), originaire du Territoire de Ruhengeri
chefferie Rusanburi, sous-chefferie Jasurira
colline Burago et Y, résidant à
inculpé de recel et attendu que l'infraction commise par cet
indigène est punissable de - (1) plus de deux mois-(2) au moins six mois de servitude pénale et-(1) qu'elle est fla-
grante ou réputée telle - (2) que nous avons recueilli des indices sérieux de culpabilité, nous l'avons fait conduire
devant le Tribunal de Résidence à Kigali.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

L'officier de Police Judiciaire,

MEVEJANS. D.

(1) (2) Si la saisie se fait en dehors d'un rayon de 25 km. du lieu où se trouve l'autorité judiciaire chargée de poursuivre ou de ré-
primer l'infraction.